

EVIDENCE

OTTAWA, Thursday, June 9, 2022

The Standing Committee on Internal Economy, Budgets and Administration met with videoconference this day at 11:30 a.m. [ET] pursuant to rule 12-7(1), for the consideration of financial and administrative matters; and, in camera, pursuant to rule 12-7(1), for the consideration of financial and administrative matters.

Senator Sabi Marwah (*Chair*) in the chair.

[*English*]

The Chair: Good morning, everyone. My name is Sabi Marwah. I am a senator from Ontario and I have the privilege to chair the Standing Committee on Internal Economy, Budgets and Administration.

Today, we will be conducting a hybrid meeting with some senators participating virtually and others in person. The meeting will start in public and a portion of the meeting will then be in camera.

Before we begin, I would like to remind colleagues of the best practices for a successful meeting. Please keep your microphone muted at all times unless recognized by name to speak. Senators attending remotely are responsible for turning their microphones on during the debate. You have the choice at the bottom of your screen of English, French or no simultaneous translation.

Should members wish to request the floor, please use the “raise hand” feature if you’re attending virtually, and advise the clerk if you are attending in person. Should any technical or other challenges arise, please signal this to the clerk immediately and the technical team will work to resolve the issue.

I would now like to introduce the senators who are participating in the meeting. We have Senator Patricia Bovey, Manitoba; Senator Yvonne Boyer, Ontario; Senator Larry Campbell, British Columbia; Senator Dennis Dawson, Quebec; Senator Tony Dean, Ontario; Senator Éric Forest, Quebec; Senator Raymonde Gagné, Manitoba; Senator Elizabeth Marshall, Newfoundland and Labrador; Senator Lucie Moncion, Ontario; Senator Rosemary Moodie, Ontario; Senator Donald Plett, Manitoba; Senator Raymonde Saint-Germain, Quebec; Senator Judith Seidman, Quebec; Senator Larry Smith, Quebec; and Senator Scott Tannas, Alberta. I see that Senator Salma Ataullahjan has also joined us today.

Welcome to all those viewing these proceedings across the country.

TÉMOIGNAGES

OTTAWA, le jeudi 9 juin 2022

Le Comité permanent de la régie interne, des budgets et de l’administration se réunit aujourd’hui à 11 h 30 (HE), avec vidéoconférence, conformément à l’article 12-7(1) du Règlement, pour étudier des questions financières et administratives; et à huis clos, conformément à l’article 12-7(1) du Règlement, pour étudier des questions financières et administratives.

Le sénateur Sabi Marwah (*président*) occupe le fauteuil.

[*Traduction*]

Le président : Bonjour à tous. Je m’appelle Sabi Marwah. Je suis un sénateur de l’Ontario et j’ai le privilège de présider le Comité permanent de la régie interne, des budgets et de l’administration.

La réunion d’aujourd’hui sera hybride; certains sénateurs y participeront virtuellement et d’autres en personne. La première partie de la réunion sera publique, puis nous passerons à huis clos.

Avant de commencer, j’aimerais rappeler aux collègues les meilleures pratiques pour une réunion réussie. Veuillez garder votre micro en sourdine en tout temps, à moins que la présidence ne vous ait cédé la parole. Les sénateurs participant à la réunion virtuellement sont responsables d’allumer leur micro pendant les discussions. Au bas de votre écran, vous avez le choix entre le plancher, le canal anglais ou le canal français.

Si vous souhaitez prendre la parole et que vous participez à la réunion virtuellement, je vous prierais d’utiliser la fonction « main levée ». Si vous êtes dans la salle, veuillez en aviser la greffière. Pour tout problème technique ou autre, veuillez en faire part immédiatement à la greffière et l’équipe technique veillera à régler le problème.

J’aimerais maintenant présenter les sénateurs qui participent à la réunion. Nous avons la sénatrice Patricia Bovey du Manitoba, la sénatrice Yvonne Boyer de l’Ontario, le sénateur Larry Campbell de la Colombie-Britannique, le sénateur Dennis Dawson du Québec, le sénateur Tony Dean de l’Ontario, le sénateur Éric Forest du Québec, la sénatrice Raymonde Gagné du Manitoba, la sénatrice Elizabeth Marshall de Terre-Neuve-et-Labrador, la sénatrice Lucie Moncion de l’Ontario, la sénatrice Rosemary Moodie de l’Ontario, le sénateur Donald Plett du Manitoba, la sénatrice Raymonde Saint-Germain du Québec, la sénatrice Judith Seidman du Québec, le sénateur Larry Smith du Québec, et enfin le sénateur Scott Tannas de l’Alberta. Je constate que la sénatrice Salma Ataullahjan se joint également à nous aujourd’hui.

Je souhaite la bienvenue à tous ceux qui sont à l’écoute de nos délibérations au pays.

Honourable senators, the first item is the approval of the public minutes from May 19, 2022, which are in your package. There's one change, colleagues. You will recall that at the last meeting, Senator Bovey informed CIBA during the meeting that she did not intend to pursue the loan with the Art Gallery of Nova Scotia due to the shipping fees. This is not reflected in the report provided to CIBA by the Artwork and Heritage Advisory Working Group on May 19, but once the working group submits the updated report to reflect that specific change, the updated version of the report will be inserted into the minutes.

Are there any questions or changes, colleagues? If not, can I have a mover for the following motion —

Pascale Legault, Clerk of the Committee: Mr. Chair, there is a comment.

Senator Bovey: I guess I'm very confused about what minutes are. I thought minutes reflect what is said in a meeting. The report was submitted so far before the meeting; it was before we got some of those quotes. In the meeting, I said a number of other things. I also talked about why we were following the desire to preserve the one painting by Edward VII. I also mentioned that in addition to the fact that we were not going to continue the loan with the Art Gallery of Nova Scotia. As far as museums at the Senate, I also said that because of costs we were looking at having the next museum closer to Ottawa than Nova Scotia.

So when I read the minutes, I have to say I was surprised they didn't reflect what I actually said, and what I said is in the evidence that came out of that meeting.

The Chair: Senator Bovey, if I can make a correction, the transcript of the meeting will reflect exactly what was said. The minutes and the reports of the working group will be exactly what you submitted. We cannot change the report because that's what you submitted. If you care to update the report or make whatever corrections you wish to make and resubmit it, we can resubmit the revised report. But otherwise the report must reflect what has been submitted to the committee. The transcript of the meeting will reflect your verbal comments.

Senator Bovey: Mr. Chair, if I may, I will move the minutes on condition that they are updated. Our committee is meeting tomorrow afternoon.

The Chair: Okay. As soon as we get the updated report from you, it will be resubmitted to the committee.

Senator Bovey: Thank you.

Honorables sénateurs, le premier point à l'ordre du jour est l'approbation du procès-verbal public de la réunion du 19 mai 2022, qui se trouve dans votre paquet. Il y a eu un changement, chers collègues. Vous vous souviendrez que lors de la dernière réunion, la sénatrice Bovey a informé le comité qu'elle n'avait pas l'intention de poursuivre le prêt avec la Galerie d'art de la Nouvelle-Écosse en raison des frais d'expédition. Cette décision n'est pas incluse dans le rapport fourni à notre comité par le groupe de travail consultatif sur les œuvres d'art et le patrimoine le 19 mai, mais dès que le groupe de travail aura soumis une version mise à jour du rapport pour refléter ce changement précis, ce sera inclus dans le procès-verbal.

Avez-vous des questions, chers collègues? Souhaitez-vous proposer des changements? Sinon, puis-je avoir un motionnaire pour la motion suivante...

Pascale Legault, greffière du comité : Quelqu'un aimerait intervenir, monsieur le président.

La sénatrice Bovey : Je ne suis vraiment pas certaine de comprendre ce qu'est le procès-verbal. Je croyais qu'un procès-verbal était censé refléter ce qui a été dit lors d'une réunion. Le rapport a été soumis bien avant la réunion, avant même que nous n'obtenions certaines estimations. J'ai abordé d'autres sujets lors de la réunion. J'ai également parlé de la raison pour laquelle nous souhaiterions préserver le seul tableau d'Édouard VII. J'avais abordé ce sujet en plus du désir de mettre fin au prêt avec la Galerie d'art de la Nouvelle-Écosse. En ce qui concerne les musées du Sénat, j'ai aussi dit que nous envisagions d'installer le prochain musée plus près d'Ottawa que de la Nouvelle-Écosse en raison des coûts.

Je dois donc dire que j'ai été surprise de constater que le procès-verbal ne reflétait pas ce que j'ai dit, qui se trouve d'ailleurs dans les témoignages de notre comité.

Le président : J'aimerais rectifier une chose, sénatrice Bovey, si je puis me permettre. La transcription de la réunion reflétera exactement ce qui a été dit. Le procès-verbal et les rapports du groupe de travail seront exactement ce que vous avez soumis. Nous ne pouvons pas modifier le rapport, puisque c'est ce que vous avez soumis. Si vous désirez le mettre à jour ou apporter quelque rectification et le soumettre ensuite à nouveau, nous pourrions soumettre le rapport modifié. Autrement, le rapport doit refléter ce qui a été soumis au comité. La transcription de la réunion reflétera ce que vous avez dit.

La sénatrice Bovey : Si je puis me permettre, monsieur le président, j'approuverai le procès-verbal à condition qu'il soit mis à jour. Notre comité se réunit demain après-midi.

Le président : D'accord. Nous le soumettrons à nouveau au comité une fois que nous aurons reçu votre rapport mis à jour.

La sénatrice Bovey : Merci.

The Chair: I think Senator Bovey moves the motion:

That the Minutes of Proceedings of Thursday, May 19, 2022 be adopted.

As a reminder, colleagues, votes will proceed in a similar fashion as the hybrid chamber whereby senators who wish to oppose or abstain are provided with an opportunity to do so. The absence of any opposition is interpreted as support for the motion. Is it your pleasure, honourable senators, to adopt the motion? I see no hands up. Did I hear a comment? No. I declare the motion carried.

Colleagues, the next item is a request for approval for the Assemblée parlementaire de la Francophonie. I believe Member of Parliament Mr. Drouin was supposed to be joining us but he's running a bit late. If it's okay with you, we'll come back to this item and move to item 3.

Item 3 is a report from the Subcommittee on the Senate Estimates and Committee Budgets concerning committee travel and budgets. Pierre Lanctôt, CFO, will join the meeting by video conference as a witness. As usual, the presentation will be followed by time for questions. It is my understanding that Senator Marshall will make opening remarks and that Pierre will assist in answering questions.

Hon. Elizabeth Marshall: Welcome, colleagues. I have the honour to present the fifth report of the Subcommittee on the Senate Estimates and Committee Budgets, which includes recommended allocations for seven committee budgets.

Before reviewing each budget request, I wanted to provide some context. For the current year, 2022-23, the total funds available for the committee expenses will again be \$2,382,000, less the \$500,000 for witness expenses, leaving \$1,882,000 for release for individual committee budgets.

This is the first allocation for committee budgets since the Forty-second Parliament. The subcommittee met on this past May 24 to review seven budget requests. Four contained requests for travel both within and outside Canada; that's Agriculture, Fisheries, Defence and Human Rights; and two contained requests to hire consultants to provide specialized services, with the total amount being requested by these committees of \$952,597. Given that we are only a few months into the current fiscal year, the subcommittee was initially concerned with tying up just over half the budget envelope. However, because in most cases a reduced delegation ends up travelling and because efforts are made to find additional savings, the subcommittee was

Le président : Je pense que la sénatrice Bovey propose la motion suivante :

Que le procès-verbal des délibérations du jeudi 19 mai 2022 soit adopté.

À titre de rappel, chers collègues, les votes se dérouleront de la même manière que dans la Chambre hybride, c'est-à-dire que les sénateurs qui désirent s'opposer à la motion ou s'abstenir auront l'occasion de le faire. L'absence d'opposition est interprétée comme un appui à la motion. Vous plaît-il, honorables sénateurs, d'adopter la motion? Je ne vois pas de mains levées. Quelqu'un désire-t-il ajouter quelque chose? Non. Je déclare la motion adoptée.

Chers collègues, le prochain point à l'ordre du jour est la demande d'approbation de l'Assemblée parlementaire de la Francophonie. Je crois qu'un député, M. Drouin, était censé se joindre à nous, mais il a un peu de retard. Si cela vous convient, nous allons passer au troisième point et revenir à ce point-ci plus tard.

Le troisième point à l'ordre du jour est le rapport du Sous-comité du budget des dépenses du Sénat et des budgets de comités portant sur les voyages et les budgets des comités. Nous accueillons virtuellement Pierre Lanctôt, dirigeant principal des finances, à titre de témoin. Comme d'habitude, l'exposé sera suivi d'une période de questions. J'ai cru comprendre que la sénatrice Marshall a préparé des remarques liminaires et que M. Lanctôt aidera à répondre aux questions.

L'honorable Elizabeth Marshall : Bienvenue, chers collègues. J'ai l'honneur de vous présenter le cinquième rapport du Sous-comité du budget des dépenses du Sénat et des budgets de comités, qui comprend les montants alloués recommandés pour sept budgets de comités.

J'aimerais vous offrir une mise en contexte avant que nous passions en revue chaque demande de budget. Pour l'exercice actuel de 2022-2023, le total des fonds disponibles pour les dépenses de comités s'élèvera à nouveau à 2 382 000 \$, moins les 500 000 \$ prévus pour les dépenses des témoins, ce qui laisse 1 882 000 \$ pour les budgets individuels des comités.

Il s'agit de la première allocation budgétaire pour les comités depuis la 42^e législature. Le sous-comité s'est réuni le 24 mai dernier pour examiner sept demandes budgétaires. Quatre d'entre elles — celles des comités de l'agriculture, des pêches, de la défense et des droits de la personne — comprenaient des demandes de déplacement au Canada et à l'étranger et deux visaient à embaucher des consultants pour fournir des services spécialisés. Le montant total demandé par ces comités s'élève à 952 597 \$. Étant donné que nous n'en sommes qu'aux premiers mois de l'exercice actuel, le sous-comité s'est initialement inquiété à l'idée d'utiliser un peu plus de la moitié de l'enveloppe budgétaire. Cela dit, étant donné que dans la plupart

informed that most committees' actual expenditures are closer to 40% of their total budget request.

Given that any unspent sums are clawed back at the conclusion of a travel activity and are made available for other committee travel requests, your subcommittee was comfortable moving forward with the majority of these requests.

We met with the chair of the Agriculture Committee, who presented a budget allocation that contained proposed expenditures of \$50,977 for one activity and that's in Glasgow, United Kingdom, for the 2022 World Congress of Soil Science. This is in relation to their study on soil health in Canada and included funds for four senators and one committee analyst to travel.

The subcommittee carefully considered this request. In general, the members felt that sending four senators and one staff to an international conference was somewhat excessive given the fact that a conference is not a committee activity and there are options available for senators who wish to attend conferences, such as using their own budgets to participate virtually.

Consequently, your subcommittee recommends approving the funds with two participants to attend the conference in person. This would reduce the total amount for this activity to \$21,826. We suggest that the choice of which two participants be left to the committee's discretion.

Next, the subcommittee met with the chair of the Audit and Oversight Committee who presented a budget application that contained the proposed expenditure of \$100,500 for general expenses. This is in relation to the committee's mandate, which includes the power to hire internal auditors. The committee is seeking funds to hire an executive recruitment firm to conduct a competitive process to assist the committee with the selection of the chief audit executive.

Although we understand that the current budget process in the SARs requires all committee expenditures to be approved by CIBA before seeking the approval of the Senate, your subcommittee feels it is critical that the Audit and Oversight Committee be independent.

The subcommittee is encouraged to see that the Audit Committee has a proposal before the Senate to implement an independent budget process for their expenditures in the future. Based on this information, the subcommittee therefore recommends the release of the funds for general expenses in the amount of \$100,500.

des cas les comités finissent par voyager avec une délégation réduite et que des efforts sont déployés pour économiser davantage, le sous-comité a été avisé que les dépenses réelles de la plupart des comités seraient plus de l'ordre de 40 % de leur demande budgétaire totale.

Étant donné que toute somme non dépensée est récupérée à la fin d'un voyage et est mise à disposition pour d'autres demandes de voyages de comités, le sous-comité était à l'aise pour aller de l'avant avec la majorité de ces demandes.

Nous avons rencontré le président du Comité de l'agriculture, qui a présenté une allocation budgétaire contenant des dépenses proposées de 50 977 \$ pour une activité à Glasgow, au Royaume-Uni, soit le Congrès mondial des sciences du sol de 2022. Cette activité est reliée à leur étude sur la santé des sols au Canada et comprend des fonds pour couvrir les déplacements de quatre sénateurs et d'un analyste du comité.

Le sous-comité a examiné cette demande attentivement. En général, les membres du sous-comité ont estimé qu'il était quelque peu exagéré d'envoyer quatre sénateurs et un membre du personnel à une conférence internationale étant donné qu'une conférence n'est pas une activité de comité et qu'il existe des options pour les sénateurs qui désirent participer à des conférences, comme utiliser leur budget individuel pour y participer virtuellement.

Par conséquent, votre sous-comité recommande d'approuver l'octroi de fonds pour envoyer deux participants à la conférence en personne. Cela réduirait le montant total de cette activité à 21 826 \$. Nous proposons que le choix des deux participants soit laissé à la discrétion du comité.

Ensuite, le sous-comité a rencontré le président du Comité de l'audit et de la surveillance, qui a présenté une demande budgétaire contenant des dépenses proposées de 100 500 \$ pour des frais généraux. Cela est relié au mandat du comité, qui inclut le pouvoir d'embaucher des auditeurs internes. Le comité demande des fonds pour embaucher une firme de recrutement de cadres afin de mener un processus concurrentiel pour sélectionner le directeur de l'audit interne.

Bien que nous comprenions que le processus budgétaire actuel dans le RAS exige que toutes les dépenses des comités soient approuvées par CIBA avant de demander l'approbation du Sénat, votre sous-comité estime qu'il est essentiel que le Comité de l'audit et de la surveillance soit indépendant.

Le sous-comité a été heureux de constater que le Comité de l'audit et de la surveillance a déposé une proposition au Sénat afin de mettre en place un processus budgétaire indépendant pour ses dépenses à l'avenir. En se basant là-dessus, le sous-comité recommande de verser 100 500 \$ au comité pour ses frais généraux.

The subcommittee also met with the chair of the Aboriginal Peoples Committee who presented a budget application that contained a proposed expenditure of \$11,650 for general expenses. This is in relation to their study on the constitutional, treaty, political and legal responsibilities to First Nations, Inuit and Métis peoples.

The budget includes funds for hospitality in the amount of \$2,100; for honorariums for elders in the amount of \$1,050; and for mental health and cultural supports for witnesses in the amount of \$8,050, at \$350 each for 23 witnesses.

The subcommittee notes that the question of witness support and counselling is currently before CIBA. We do not wish to prejudge this decision. However, in considering this request, the subcommittee members were supportive of this request and, therefore, the subcommittee recommends the release of funds for general expenses in the amount of \$11,650.

Next, the subcommittee reviewed a legislative budget application from the Legal and Constitutional Affairs Committee that contained the proposed expenditure of \$6,000 for general expenses. This amount is for the purchase of criminal codes, which is an annual request, and therefore your subcommittee recommends the release of funds for general expenses in the amount of \$6,000.

Next, your subcommittee met with the chair of the Fisheries and Oceans Committee who presented a budget application which contained proposed expenditures of \$28,587 for one activity for a press conference in Halifax, Nova Scotia. This is in relation to their study on the implementation of Indigenous rights-based fisheries across Canada, and includes funds for six senators to travel.

Having carefully reviewed this request, your subcommittee felt that sending six senators and two staff to a one-day press conference is somewhat excessive, particularly when senators have other means to travel within Canada using their own travel points. Consequently, your subcommittee recommends approving the funds for two senators and two staff to attend the conference in person. This would reduce the total amount for this activity to \$19,825.

While we suggest that the choice of which two senators be left to the committee's discretion, we do note that it would be customary for the committee chair to represent the committee at a press conference. In this case, because of the specific topic being studied, the subcommittee feels that it would be important to suggest that the chair be accompanied by another committee member with ties to the Indigenous community.

Le sous-comité a aussi rencontré le président du Comité des peuples autochtones, qui a présenté une allocation budgétaire contenant des dépenses proposées de 11 650 \$ pour des frais généraux. Cela est relié à leur étude sur les responsabilités constitutionnelles, politiques et juridiques et les obligations envers les Premières Nations, les Inuits et les Métis.

Le budget comprend des fonds pour l'hébergement à hauteur de 2 100 \$, pour les honoraires des aînés à hauteur de 1 050 \$, et pour le soutien culturel et en santé mentale des témoins à hauteur de 8 050 \$, à raison de 350 \$ chacun pour 23 témoins.

Le sous-comité tient à souligner que l'enjeu du soutien et du conseil des témoins est présentement examiné par CIBA. Nous ne souhaitons pas préjuger de cette décision. Cela dit, les membres du sous-comité ont examiné la demande et étaient d'accord pour l'approuver. Par conséquent, le sous-comité recommande de verser 11 650 \$ au comité pour ses frais généraux.

Ensuite, le sous-comité a examiné la demande de budget législatif du Comité des affaires juridiques et constitutionnelles qui contenait des dépenses proposées de 6 000 \$ pour des frais généraux. Ce montant servirait à l'achat d'exemplaires du Code criminel, qui est une demande annuelle, et c'est pourquoi votre sous-comité recommande de verser 6 000 \$ au comité pour ses frais généraux.

Par la suite, votre sous-comité a rencontré le président du Comité des pêches et océans, qui a présenté une allocation budgétaire contenant des dépenses proposées de 28 587 \$ pour une conférence de presse à Halifax, en Nouvelle-Écosse. Cette activité est reliée à leur étude sur la mise en œuvre des pêches fondées sur les droits autochtones au Canada et la demande comprend des fonds pour les frais de déplacement de six sénateurs.

Votre sous-comité a examiné la demande attentivement, et est d'avis qu'il est quelque peu exagéré d'envoyer six sénateurs et deux membres du personnel à une conférence de presse d'une journée, surtout parce que les sénateurs ont d'autres moyens de voyager au Canada en utilisant leurs points de voyage. Par conséquent, votre sous-comité recommande d'approuver l'octroi de fonds pour envoyer deux sénateurs et deux membres du personnel à la conférence en personne. Cela réduirait le montant total de cette activité à 19 825 \$.

Bien que nous suggérions que le choix des deux sénateurs soit laissé à la discrétion du comité, habituellement le président représente le comité lors d'une conférence de presse. Dans ce cas, en raison du sujet particulier qui est étudié, le comité croit important de suggérer que le président soit accompagné d'un autre membre du comité ayant des liens avec la communauté autochtone.

The subcommittee also met with the chair of the Human Rights Committee who presented a budget application which contained proposed expenditures of \$313,618 for two activities. The first activity is a fact-finding mission and public hearings in Vancouver and Edmonton for \$166,058. The second activity is a fact-finding mission and public hearings in Quebec City and Toronto for \$147,560.

These two activities are in relation to their study on human rights generally but more specifically on the topic of Islamophobia in Canada, and includes funds for nine senators to travel. The committee also included a request to include funds for one staff each from the chair and deputy chair's office in their budget.

Having carefully considered this request, the subcommittee feels that the interests of the committee can be met by including one member of the chair and deputy chair's staff in their budget. Other senators may be accompanied by their staff, if they so wish, using their own travel points.

Based on the information provided, the subcommittee therefore recommends the release of funds for activity one in the amount of \$166,058 and activity two in the amount of \$147,560.

Finally, we met with the chair and deputy chair of the National Security and Defence Committee who presented a budget application that contained proposed expenditures of \$442,325 for two activities. The first activity would be a fact-finding mission to Northern Canada for \$381,350. The second activity is for a fact-finding mission to Colorado Springs, U.S.A., for \$59,975. This is in relation to their study on issues relating to security and defence in the Arctic and includes funds for 10 senators to travel on activity one and 12 senators to travel on activity two.

The budget also includes a request for approval for a sole-source charter plane. Having carefully considered this particular request, the subcommittee feels that the interests of the committee can be met by approving a sole-source charter plane given the locations to be visited.

Based on the information provided, the subcommittee therefore recommends the release of funds for activity one in the amount of \$381,350 and activity two in the amount of \$59,975.

In total, your subcommittee is, therefore, recommending the release of \$914,744 today for three committee travel activities, one conference and three general expenses budgets, leaving \$967,256 for the remainder of this fiscal year of the \$1.882 million set aside for committee expenses.

Le sous-comité a également rencontré la présidente du Comité des droits de la personne, qui a présenté une demande budgétaire comportant des dépenses proposées de 313 618 \$ pour deux activités. La première est une mission d'étude comportant des audiences publiques à Vancouver et Edmonton, pour 166 058 \$. La deuxième est une mission d'étude comportant des audiences publiques à Québec et Toronto pour 147 560 \$.

Ces deux activités sont liées à leur étude sur les droits de la personne qui vise plus particulièrement l'islamophobie au Canada. Les fonds demandés permettraient à neuf sénateurs de se déplacer. Le comité demande aussi les fonds nécessaires pour que le bureau de la présidente et celui de la vice-présidente puissent déléguer chacun un membre de leur personnel.

Après avoir examiné attentivement cette demande, le sous-comité croit que l'inclusion d'un membre du personnel des bureaux de la présidente et de la vice-présidente dans ce budget servira les intérêts du comité. Les autres sénateurs pourront se faire accompagner de leur personnel en utilisant leurs points et fonds de voyage parlementaires, s'ils le souhaitent.

D'après l'information fournie, le sous-comité recommande que le montant de 166 058 \$ soit accordé pour l'activité 1, et le montant de 147 560 \$ pour l'activité 2.

Finalement, nous avons rencontré le président et le vice-président du Comité de la sécurité nationale et de la défense, qui ont présenté une demande budgétaire comportant des dépenses proposées de 442 325 \$ pour deux activités. La première activité serait une mission d'étude dans le Nord du Canada pour 381 350 \$. La deuxième activité serait une mission d'étude à Colorado Springs aux États-Unis pour 59 975 \$. Cette mission est liée à leur étude sur les questions relatives à la sécurité et la défense dans l'Arctique, et les fonds demandés vont servir aux déplacements de 10 sénateurs pour l'activité 1, et de 12 sénateurs pour l'activité 2.

Le budget comporte aussi une demande d'approbation du recours à un fournisseur unique pour l'obtention d'un vol nolisé. Après avoir examiné attentivement cette demande, le sous-comité croit que l'approbation d'un fournisseur unique pour un vol nolisé servira les intérêts du comité, compte tenu des lieux qui seront visités.

D'après l'information fournie, le sous-comité recommande que le montant de 381 350 \$ soit accordé pour l'activité 1, et le montant de 59 975 \$ pour l'activité 2.

Votre sous-comité recommande par conséquent l'octroi d'un montant total de 914 744 \$ aujourd'hui pour trois déplacements de comités, une conférence et trois budgets de dépenses générales, ce qui laisse un solde de 967 256 \$ pour le reste de l'année financière, sur le montant total de 1,882 million

That's the end of my presentation, honourable senators. I'm available to answer questions.

The Chair: Thank you, Senator Marshall.

Colleagues, we'll now open it up for questions.

Senator Plett: Thank you, Senator Marshall, for an intensive report.

I have two comments and they will somewhat contradict each other, but nevertheless.

I have two problems here. One is that we are even considering any travel for any committee when we are in hybrid fashion and we are suggesting senators stay home and not even come to Ottawa. We have half the senators here; half are home because it's not safe to travel to Ottawa.

Until we are in full, in-person sittings, I think it is irresponsible for us to approve any committee travel. I don't know how we can travel to Glasgow, Scotland but we can't travel to Ottawa. I just cannot understand that at all. So I'm very unhappy that we are doing that at all.

Having said that, if there is committee travel, much to the chagrin of some of us, we are in a new era of the Senate. We used to have two caucuses in the Senate. When a committee travelled, both caucuses or both parties were represented on any trip. Those days are gone. We now have four caucuses in the Senate.

So if there is committee travel, something like Agriculture Committee travel, I would be equally frustrated if somebody from the opposition would not be allowed to go on this trip.

Clearly, if we are going to choose four people — in this particular case, the chair is not from the opposition and, obviously, I'm more concerned about my caucus than others — in the sense of fairness, we have four caucuses. I think if all four caucuses want to be represented on a trip, they have the right to be represented on a trip.

So although I don't think we should have any travel, if we have travel, then I think every caucus should be allowed to pick a person, which is what the committee suggested, I believe. You said they have four, and I would assume from that statement that they were anticipating taking one from each group or caucus, which would be the fair, equitable and right way of doing it.

With all due respect to her subcommittee, I think to allow any travel, first of all, is wrong. I did not apply to go on the trip to Scotland, nor do I plan to go on it. We have another committee

de dollars mis de côté pour les dépenses liées aux travaux des comités.

C'est tout pour mon exposé, honorables sénateurs. Je suis prête à répondre à vos questions.

Le président : Merci, sénatrice Marshall.

Chers collègues, nous allons maintenant passer aux questions.

Le sénateur Plett : Merci de ce rapport très complet, sénatrice Marshall.

J'ai deux observations à formuler, qui se contrediront quelque peu, mais les voici tout de même.

J'ai deux problèmes. Le premier, c'est que nous puissions envisager quelque voyage que ce soit pour un comité alors que nous sommes en mode hybride et que nous suggérons aux sénateurs de rester chez eux et de ne même pas venir à Ottawa. Nous avons la moitié des sénateurs ici, et l'autre moitié est à la maison parce que se rendre à Ottawa présente des risques.

Tant que nous ne pourrons pas tous siéger en personne, je pense qu'il est irresponsable de notre part d'approuver tout déplacement de comités. Je ne sais pas comment nous pouvons aller à Glasgow, en Écosse, mais pas à Ottawa. Je ne comprends pas du tout. Je suis donc très mécontent que nous fassions cela.

Cela étant dit, s'il y a des déplacements en comité, au grand dam de certains d'entre nous, le Sénat est entré dans une nouvelle ère. Nous avons deux caucus au Sénat. Lorsqu'un comité se déplaçait, les deux caucus ou les deux partis étaient représentés dans tout voyage. Cette époque est révolue. Nous avons maintenant quatre caucus au Sénat.

Donc, si un comité se déplace, par exemple le Comité de l'agriculture, je serais tout aussi frustré si quelqu'un de l'opposition n'était pas autorisé à faire ce voyage.

Si nous devons choisir quatre personnes — dans ce cas-ci, le président n'est pas membre de l'opposition et je me préoccupe évidemment plus de mon caucus que d'autres —, je crois que les quatre caucus ont le droit d'être représentés dans le cadre d'un voyage s'ils le souhaitent.

Donc, bien que je ne croie pas que nous devions nous déplacer, si nous le faisons, alors je crois que chaque caucus devrait pouvoir choisir un représentant, et c'est ce que le comité proposait, il me semble. Vous avez dit qu'il y aurait quatre représentants et je présume qu'on prévoyait choisir un membre de chaque groupe ou caucus, ce qui serait la façon juste et équitable de procéder.

En tout respect pour le sous-comité, je crois tout d'abord qu'il ne faudrait pas permettre les voyages. Je ne me suis pas proposé pour le voyage en Écosse et je ne prévois pas le faire. Nous

member who would like to. Of course, for Scotland I couldn't take it out of my personal budget anyway, but even in Canada, I should not have to take it out of my own budget if we are giving money for the committee to travel.

With the utmost of respect to our subcommittee, I'm opposed to two aspects, which do somewhat contradict each other but nevertheless should be considered by this committee. Do we want to open it up before June 30? We have hybrid sittings until June 30. We shouldn't have travel, but if we do, it should be fair.

Senator Marshall: Thank you very much for your comments and questions, Senator Plett.

Our role was to look at the committee budgets. To your comments with regard to senators not travelling to Ottawa and not being here in person for sittings, I have no control over that. There are senators who are here, sitting around this table, and who are participating in person on committees. I travel domestically and internationally. To not approve committee travel because there are some senators who aren't coming to Ottawa in person — I feel that those two issues are mutually exclusive.

The Chair: Thank you.

Senator Plett: Excuse me, chair. I had questions for the chair of the subcommittee, and she was answering me.

The Chair: I'm sorry. I can't monitor that easily from here. Go ahead. We'll wait —

Senator Plett: Which tells us, again, why we should all be in person.

Senator Marshall: May I finish my response to Senator Plett?

The Chair: Yes, please.

Senator Marshall: For studies where committees are doing public hearings, all senators can attend, and that's why the budgets were so high for the National Security and Defence Committee and the Human Rights Committee. For the other issues, such as the Fisheries and Oceans Committee wanting to have their press conference in Halifax, the committee felt that to send an entourage of four senators to Halifax was a bit excessive. It's CIBA's decision as to whether they want to increase the number. It's the same for Senator Black. We suggested two people go and that other people can participate virtually. Virtual attendance is an option. However, we realize that being there virtually is not a substitute for actually being at the conference.

avons un autre membre du comité qui souhaite s'y rendre. Bien sûr, pour le voyage en Écosse, je ne pourrais pas puiser dans mon budget personnel de toute façon, mais même au Canada, je ne devrais pas avoir à utiliser mon propre budget si le comité dispose d'un budget pour les déplacements.

En tout respect pour le sous-comité, je m'oppose à deux éléments, qui se contredisent dans une certaine mesure, mais qui devraient tout de même être pris en compte par le comité. Est-ce que nous voulons accepter les demandes avant le 30 juin? Nous tenons des séances hybrides jusqu'au 30 juin. Nous ne devrions pas voyager, mais si nous le faisons, il faut que ce soit juste.

La sénatrice Marshall : Nous vous remercions pour vos commentaires et vos questions, sénateur Plett.

Notre rôle consistait à examiner les budgets du comité. Pour répondre à vos commentaires au sujet des sénateurs qui ne se rendent pas à Ottawa pour participer aux séances en personne, je n'ai aucun contrôle là-dessus. Il y a des sénateurs qui sont ici, à la table, et qui participent aux réunions des comités en personne. Je voyage au pays et à l'international. Si nous n'approuvons pas les déplacements du comité parce que certains sénateurs ne se déplacent pas vers Ottawa pour assister en personne... Je crois que ces deux questions sont mutuellement exclusives.

Le président : Merci.

Le sénateur Plett : Excusez-moi, monsieur le président. J'ai posé des questions à la présidente du sous-comité et elle me répondait.

Le président : Excusez-moi. J'ai de la difficulté à contrôler la réunion à partir d'ici. Allez-y. Nous allons attendre...

Le sénateur Plett : C'est pourquoi nous devrions tous participer aux réunions en personne.

La sénatrice Marshall : Est-ce que je peux finir de répondre au sénateur Plett?

Le président : Oui, s'il vous plaît.

La sénatrice Marshall : Lorsque les comités tiennent des audiences publiques, tous les sénateurs peuvent y participer et c'est pourquoi les budgets du Comité de la sécurité nationale et de la défense et du Comité des droits de la personne étaient si élevés. Dans d'autres cas, comme lorsque le Comité des pêches et des océans voulait tenir une conférence de presse à Halifax, le comité jugeait qu'il était quelque peu excessif d'y envoyer quatre sénateurs. Il revient au comité CIBA de déterminer s'il souhaite augmenter ce nombre. Il en va de même pour vous, sénateur Black. Nous avons proposé que deux sénateurs participent en personne et que les autres participent virtuellement. La participation virtuelle est une option. Nous

[Translation]

Senator Saint-Germain: First of all, Madam Acting Chair of the subcommittee, I would like to congratulate you, because I think the subcommittee has worked to a high level of competence and has gone as far as it can go. I appreciate that.

Of course, one always questions the higher costs. In my opinion, the Senate Standing Committee on Human Rights and, more specifically for me, the Senate Standing Committee on National Security and Defence, have extremely high budgets.

I am surprised that the report recommends that we release the amount of money requested for the Senate Committee on National Security and Defence. I wonder if an analysis could have been done and if other options could have been found, including whether some of the work could be done in hybrid mode. The number of senators who will travel seems to me to be high in both cases, 12 and 10 respectively. That seems excessive to me.

Will these committees and others be required to report their expenses within 30 days of their return, so that we can see the actual costs, and if necessary, reallocate the amounts not used?

[English]

Senator Marshall: Thank you very much, Senator Saint-Germain. I'll answer in English.

I've been on committee travel with the National Finance Committee when we did one activity in the west and one in the east. While hybrid is an option, it is not a substitute for actually being there.

You asked your question in the context of, for example, the National Security and Defence Committee. That is a big issue now. It's always been a big issue, but more so now with the situation in Ukraine. You'll notice the application that is in your materials indicates all the communities where the committee members are going to go. All of those communities either have military bases or military exercises. They have some connection to Canada's military. The activity down south is to visit the North American Aerospace Defense Command, or NORAD, headquarters, which the Prime Minister just visited.

It's important that all members of the National Defence Committee go to see it for themselves. In the National Finance Committee, we're always looking at the funding of and the new budget initiatives for NORAD and the North Warning System.

réalisons toutefois qu'elle ne remplace pas une participation en personne à la conférence.

[Français]

La sénatrice Saint-Germain : D'abord, madame la présidente par intérim du sous-comité, je tiens à vous féliciter, car je trouve que le sous-comité a travaillé dans les limites de sa compétence et est allé au bout de ce qu'il était possible de faire. Cela, je l'apprécie.

Évidemment, on remet toujours en question les coûts les plus élevés. À mon avis, le Comité sénatorial permanent des droits de la personne et, plus particulièrement en ce qui me concerne, le Comité sénatorial permanent de la sécurité nationale et de la défense, ont des budgets extrêmement élevés.

Je suis étonnée que le rapport recommande que nous versions la somme demandée au Comité sénatorial permanent de la sécurité nationale et de la défense. Je me demande si l'on aurait pu faire une analyse et trouver d'autres options, notamment en vérifiant si une partie du travail pourrait être faite en mode hybride. Le nombre de sénateurs qui voyagera me semble élevé dans les deux cas, 12 et 10 respectivement. Cela me semble excessif.

Est-ce que ces comités et les autres auront l'obligation de faire un rapport financier de leurs dépenses dans les 30 jours de leur retour, de telle sorte que nous puissions voir les coûts réels et au besoin, réallouer les montants qui n'auront pas été utilisés?

[Traduction]

La sénatrice Marshall : Merci beaucoup, sénatrice Saint-Germain.

J'ai participé aux déplacements du Comité des finances nationales alors que nous avons participé à une activité dans l'Ouest et à une autre dans l'Est. Bien que la participation virtuelle soit une option, elle ne remplacera pas la participation en personne aux événements.

Vous avez posé la question dans le contexte du Comité de la sécurité nationale et de la défense, par exemple. C'est un enjeu important à l'heure actuelle, étant donné la situation en Ukraine. Vous remarquerez, dans la documentation que vous avez reçue, que nous avons désigné toutes les collectivités dans lesquelles se rendront les membres du comité. Toutes ces collectivités ont des bases ou des exercices militaires. Elles ont un lien avec l'armée canadienne. Au sud, l'activité consiste à visiter le quartier général du Commandement de la défense aérospatiale de l'Amérique du Nord, le NORAD, que vient tout juste de visiter le premier ministre.

Il est important que tous les membres du Comité de la sécurité nationale et de la défense se rendent sur place. Le Comité des finances nationales examine toujours le financement et les nouvelles initiatives budgétaires du NORAD et du Système

However, I have no conceptualization of it. I can't visualize it. I think it's important for our senators to go to actually see what's there, talk to people in the military and to get a handle on what's happening. I'm looking forward to their report.

The other point I'd like to raise is that enthusiasm on the committees for travelling is always highest when you're budgeting. As you approach the travel date, people start changing their minds. For the first activity, you'll have a diminished number of senators, historically. When you get to the second activity, people are getting tired of the travelling, so the numbers diminish further.

This is why, in the report, we say that we budget a certain amount of money but that usually the expenditures come in at about 40%. In my experience with the people at Finance and with the committee clerks and support staff, they're very careful about the expenditures. I know from my experience travelling, they will put you on a bus for three hours rather than let you travel by air.

We took all that into consideration. I took all that into consideration. It's an important study, and I really feel that the members of the National Defence Committee — all the senators — should have a right to travel.

Your last comment was on the financial report. That was introduced a number of years ago. I think it's still in place. Am I correct? That would still be in place. We would look at the numbers and see what actually materialized. We would track it.

Senator Saint-Germain: Thank you.

Senator Tannas: I've spent some time on this committee, and I know that we have recommended and, ultimately, approved expenditures to travel that didn't involve all senators on the committee going wherever. In those circumstances, I think there was a discussion with the committee to say, "Look, it is too expensive for everybody to go, so you guys better agree on a number of people, bring that number to us and we will deal with it." I recall an Agriculture and Forestry Committee trip to a fair in China some years ago where that was done.

I am under the impression that we may have a situation where not all groups have been dealt with, and so some folks are being excluded by virtue of not belonging to the right group or want to go and their group is not being represented.

Is this a new precedent we are setting? I'm wondering about parliamentary privilege. Was there any discussion, chair, about that to make sure that we are on the right side of fair when it comes to this?

d'alerte du Nord. Je n'ai toutefois aucune conceptualisation de ces éléments. Je ne peux les visualiser. Je crois qu'il est important pour les sénateurs de se rendre sur place et de voir ce qui s'y trouve, de parler aux militaires et de comprendre ce qui se passe sur le terrain. J'attends le rapport du comité avec intérêt.

J'aimerais aussi souligner que l'enthousiasme des membres des comités à l'égard des voyages est toujours à son plus haut au moment d'établir le budget. Lorsque la date du départ approche, les gens commencent à changer d'idée. Habituellement, le nombre de sénateurs diminue pour la première activité. Au moment de la deuxième activité, les gens ne veulent plus voyager alors leur nombre diminue encore plus.

C'est pourquoi, dans le rapport, nous disons que nous établissons un certain budget, mais que les dépenses représentent environ 40 % de cela. Selon mon expérience, les représentants des finances, les greffiers et le personnel de soutien font tous très attention aux dépenses. Je sais, d'après mon expérience de voyage, qu'ils préfèrent nous mettre dans un autobus pour un trajet de trois heures plutôt que de nous laisser voyager par avion.

Nous avons pris tous ces facteurs en compte. Je les ai pris en compte également. C'est une étude importante et je crois que les membres du Comité de la sécurité nationale et de la défense — tous les sénateurs — devraient avoir le droit de voyager.

Votre dernier commentaire portait sur le rapport financier. Il a été présenté il y a plusieurs années. Je crois qu'il est toujours en vigueur. Est-ce exact? Nous pourrions examiner les prévisions et voir ce qui s'est concrétisé. Nous pourrions faire le suivi.

La sénatrice Saint-Germain : Merci.

Le sénateur Tannas : Je siège au comité depuis un certain temps et je sais que nous avons recommandé — et approuvé — des dépenses qui ne visaient pas le déplacement de tous les membres d'un comité vers une quelconque destination. Dans ces circonstances, je crois qu'il y avait eu des discussions et qu'on avait dit : « Écoutez, ce serait trop cher d'envoyer tout le monde, alors il faudrait que vous vous entendiez sur un nombre de personnes qui pourraient voyager, que vous nous en fassiez part et que nous prenions une décision à ce sujet. » Je me souviens d'un voyage du Comité de l'agriculture et des forêts à une foire en Chine il y a quelques années; c'est ce qu'on avait fait.

J'ai l'impression que nous sommes dans une situation où tous les groupes n'ont pas été pris en compte; certaines personnes sont exclues parce qu'elles n'appartiennent pas au bon groupe ou parce qu'elles veulent voyager, mais que leur groupe n'est pas représenté.

Est-ce que nous créons un précédent? Je me pose des questions au sujet du privilège parlementaire. Monsieur le président, y a-t-il eu des discussions à ce sujet pour veiller à ce que nous soyons du bon côté?

Senator Marshall: We actually looked at it in two categories. One is the regular committee studies, et cetera, and historically all senators have been provided the opportunity to participate if they so wish.

When we look at the issues that weren't related to studies or public hearings, which is the trip for the soil conference or the press conference in Halifax, we did not take that into consideration, no. For example, for the press conference, we felt that to send four senators for a one-day press conference seemed a bit excessive. My experience at press conferences on Finance Committee is that there are usually two or three people there, as opposed to four or five. It's up to CIBA if they feel that there should be somebody from each group going, participating in those activities that are not related to studies or public hearings.

Senator Tannas: In the other cases, there was a consensus worked out amongst the committee on this. We are actually not having people that are saying, "Wait a minute, I think I have a right to be there because of whatever," and the subcommittee and CIBA are making the decision on who is going and who is not.

Senator Marshall: We haven't specifically said someone should go. With the Fisheries Committee, we did say we would expect it would be the chair and someone from the Indigenous community, but it is entirely up to the committee. The outcome or fallout, Senator Tannas, I expect would come if we approve the lesser budget for those activities that aren't studies or public hearings.

Senator Tannas: Thank you.

The Chair: Senator Tannas, if I could provide a comment on that, to a large extent, this information isn't public yet amongst the senators or the various committees. So when that information does get to them, perhaps then we will get some pushback on whether they have complaints that we cut back the number of senators. So far it's confined to the Subcommittee on Senate Estimates and this committee.

Senator Tannas: If there is fallout, they could obviously go back through SEBS again and make their case and bring it here, right? Thank you.

The Chair: Yes, that's correct. That's always an option.

Senator Campbell: My question has been answered.

The Chair: Are there any other questions?

[Translation]

Senator Moncion: First of all, after doing some checking, I found that there are only existing practices; no clear guidelines,

La sénatrice Marshall : Nous avons étudié deux catégories, l'une étant les études régulières des comités. Par le passé, tous les sénateurs qui ont souhaité y participer ont eu l'occasion de le faire.

Nous n'avons pas pris en compte les événements qui n'étaient pas associés aux études ou aux audiences publiques, comme la conférence de presse d'Halifax. Dans le cas de cette conférence de presse, nous étions d'avis qu'il était quelque peu excessif d'envoyer quatre sénateurs à un événement d'une journée. Selon mon expérience avec les conférences de presse du Comité des finances, ce sont habituellement deux ou trois représentants qui se déplacent, et non quatre ou cinq. Il revient au comité CIBA de déterminer si un représentant de chaque groupe devrait participer à ces activités qui ne sont pas liées aux études ou aux audiences publiques des comités.

Le sénateur Tannas : Dans les autres cas, les membres du comité sont parvenus à un consensus. Il n'y a personne qui a fait valoir son droit de participer à un événement pour une raison ou une autre, pour ensuite voir le sous-comité et le comité CIBA décider de qui peut ou non voyager.

La sénatrice Marshall : Nous n'avons pas dit qu'une personne en particulier devait se déplacer. Pour le Comité des pêches, nous nous attendions à ce que ce soit le président et un membre de la communauté autochtone, mais la décision revenait entièrement au comité. Sénateur Tannas, je crois que les répercussions négatives se feraient sentir si nous approuvions le budget le moins élevé pour ces activités qui ne sont pas des études ni des audiences publiques.

Le sénateur Tannas : Merci.

Le président : Sénateur Tannas, si je peux me permettre un commentaire à ce sujet, cette information n'a pas encore été transmise officiellement aux sénateurs de tous les comités. Lorsqu'elle le sera, nous verrons s'il y a des plaintes au sujet de la réduction du nombre de sénateurs. Jusqu'à maintenant, l'information a été confirmée pour le Sous-comité du budget des dépenses du Sénat et pour le présent comité.

Le sénateur Tannas : Les contestations pourraient ensuite être faites par l'entremise du sous-comité SEBS et présentées devant notre comité, n'est-ce pas? Merci.

Le président : Oui, c'est exact. C'est toujours une option.

Le sénateur Campbell : On a répondu à ma question.

Le président : Avez-vous d'autres questions?

[Français]

La sénatrice Moncion : Premièrement, après avoir fait des vérifications, j'ai constaté qu'il n'y a que des pratiques

no rules, no maximum amounts that are imposed for the different committees.

So, we've had requests from four or five groups and more than half of the budget for the year goes to four groups, and to me, that doesn't make sense for the 18 standing committees that we have in the Senate, so I have a concern about that.

Secondly, no matter how many senators travel, the entourage remains the same. There is very little difference in the number of people who have to accompany senators on their travels. This is a reality because it is part of the logistics of travel. Everything is organized, so it is difficult to change the number of people regardless of the number of senators travelling. There could be guidelines where we indicate the minimum number of senators that have to be on the trip for it to happen, because there have been events where only four senators have travelled and the costs are about the same except for one or two people.

Thirdly, when the documents were sent to the different committees because there were no limits, people suggested to travel all over the place, and that is not necessarily a problem. If we look at the documents, we see that the documents represent the maximum amounts of prices that could be charged. When we are told that the expenses might only be 40%, until we have the information, it is difficult to say that it is only going to cost 40%, when we know that when people have received the amounts, they can spend them because the expenses have been approved.

Finally, one last thing, there is a NORAD base you could visit in North Bay and it would be cheaper than going to other NORAD bases in Northern Canada. We don't have to visit them all, and they're pretty much the same from place to place. There are experts in the academic sector who are doing studies and analysis on the protection of Canada's North and they could be consulted.

So I understand the need to travel and go to the different communities to see what is there, but there is the issue of the costs associated with that and also the time required for all of the people involved in that travel. I think those are things that were considered in the subcommittee meetings. Is that correct, Senator Marshall?

[English]

Senator Marshall: Yes. With regard to your comments on establishing limits, there are no limits. Each budget is looked at practically in isolation. You're correct in saying that experience

existantes; pas de directives claires, pas de règles, pas de montants maximums qui sont imposés pour les différents comités.

Ainsi, nous avons reçu des demandes de quatre ou cinq groupes et plus de la moitié du budget de l'année est consacré à quatre groupes, et à mon avis, ce n'est pas logique pour les 18 comités permanents que nous avons au Sénat, donc j'ai une préoccupation à ce sujet.

Deuxièmement, quel que soit le nombre de sénateurs qui se déplacent, l'entourage demeure le même. Il n'y a que très peu de différence entre le nombre de personnes qui doivent accompagner les sénateurs pendant leurs déplacements. C'est une réalité parce que cela fait partie de la logistique des déplacements. Tout est organisé, donc il est difficile de changer le nombre de personnes indépendamment du nombre de sénateurs qui voyagent. Il pourrait y avoir des lignes directrices où nous indiquons le nombre minimum de sénateurs qui doivent participer au voyage pour qu'il ait lieu, parce qu'il y a eu des activités où seulement quatre sénateurs ont voyagé et les coûts sont à peu près les mêmes à l'exception d'une ou deux personnes.

Troisièmement, lorsque les documents ont été envoyés aux différents comités parce qu'il n'y avait pas de limites, les gens ont suggéré de voyager partout, et ce n'est pas nécessairement un problème. Si nous examinons les documents, on voit que les documents représentent les montants maximums des prix qui pourraient être facturés. Lorsqu'on nous indique que les dépenses ne seraient peut-être que de 40 %, tant qu'on n'a pas les informations, il est difficile de dire que cela ne va coûter que 40 %, alors qu'on sait que lorsque les gens ont reçu les montants, ils peuvent les dépenser parce que les dépenses ont été approuvées.

Enfin, une dernière chose, il y a une base NORAD que vous pourriez visiter à North Bay et cela serait moins coûteux que d'aller dans d'autres bases NORAD dans le nord du Canada. Nous ne sommes pas obligés de les visiter toutes, et elles sont à peu près les mêmes d'un endroit à l'autre. Des experts du secteur universitaire font des études et des analyses sur la protection du Nord canadien et ils pourraient être consultés.

Je comprends donc la nécessité de voyager et de se rendre dans les différentes communautés pour voir ce qui s'y trouve, mais il y a aussi la question des coûts associés à cela et aussi le temps requis pour toutes les personnes qui participent à ces déplacements. Je crois que ce sont des choses qui ont été prises en compte lors des réunions du sous-comité. Est-ce exact, sénatrice Marshall?

[Traduction]

La sénatrice Marshall : Oui. En ce qui a trait à vos commentaires sur les limites budgétaires, je tiens à dire qu'il n'y en a pas. Chaque budget est examiné de façon distincte. Vous

has shown that when committees submit their budget, on average they usually spend 40% of what's approved.

I don't know if it would reduce the cost, but seeing that costs are of concern, one of the issues we did consider at the subcommittee is approving activity one only, and then having that committee come back for approval of activity two. We did consider that and then decided that, for example, with the Human Rights Committee they want to start their study early in September and then they were going to go right into activity two. It was considered, and it is something that CIBA could consider doing.

The third issue with regard to exactly where the committees go for visits, the National Security and Defence Committee have a lot of experience — and they are on the committee and know the issues. If they say that they should go to Colorado Springs or wherever, I would not take it upon myself to say, "No, you can't go there. You have to go to some place in northern Ontario." Unless I was really familiar with that committee and had served on it and felt that I could make a sensible suggestion, I would not feel comfortable that with.

We could look at your suggestion about establishing limits, but, as you know, it's not something we will be able to do here today.

I must say, it's the Human Rights Committee and the National Security Committee proposals that seem to have the most concern. We discussed that at the subcommittee in detail.

The way the subcommittee meeting was held was that we had two groups of the chairs coming in, presenting their proposals. We asked them questions and raised concerns, et cetera. We had two panels. Once they finished, we debated each of the proposals.

With what is being recommended, I felt we were very conscientious and also tried to be fair to the committees. I realize too that they are travelling now, after the pandemic, and maybe looking at the dollars is a big shock. I was also surprised when I first saw the numbers.

If it's something that SEBS could do, I think it will be a difficult exercise, but it is something we could do.

The Chair: Thank you, colleagues. I see there are no other speakers. I will make a comment.

At the outset, I would say that I must agree. I do agree with Senator Plett and the comment that he made at the outset. We can't very well say that we want to have hybrid sittings because we don't want to travel and then travel for committee purposes. That's just not right.

avez raison lorsque vous dites qu'en règle générale, les comités dépensent environ 40 % du budget demandé.

Je ne sais pas si cela permettrait de réduire les coûts, mais comme il s'agit d'une préoccupation, le sous-comité a songé à approuver une première activité seulement pour commencer et à demander au comité de revenir présenter une demande d'approbation pour une deuxième activité. Nous y avons songé et nous avons décidé que, par exemple, le Comité des droits de la personne allait entreprendre son étude au début du mois de septembre pour ensuite passer directement à la deuxième activité. Le comité CIBA devrait faire le même exercice.

En ce qui concerne la troisième question relative au lieu exact des visites, le Comité de la sécurité nationale et de la défense a beaucoup d'expérience... et les membres du comité connaissent bien les enjeux. S'ils souhaitent se rendre à Colorado Springs ou ailleurs, je ne serai pas celle qui dira : « Non, vous ne pouvez pas y aller. Vous devez plutôt aller au nord de l'Ontario. » À moins d'être très familière avec le comité, d'y avoir siégé et de penser être en mesure de faire une suggestion sensée, je ne serais pas à l'aise avec cela.

Nous pourrions songer à votre proposition visant à établir des limites, mais comme vous le savez, nous n'allons pas pouvoir le faire ici, aujourd'hui.

Je dois dire que ce sont les propositions du Comité des droits de la personne et du Comité de la sécurité nationale et de la défense qui semblent être les plus préoccupantes. Nous en avons discuté en détail en sous-comité.

Lorsque nous avons tenu la réunion du sous-comité, nous avons reçu deux groupes de présidents, qui nous ont présenté leurs propositions. Nous leur avons posé des questions et leur avons fait part de nos préoccupations. Nous avons entendu les deux groupes, puis nous avons débattu de chacune des propositions.

Je crois que nos recommandations sont très consciencieuses et nous avons tenté d'être justes avec les comités. Je comprends que les comités reprennent leurs déplacements après la pandémie et que les montants peuvent être surprenants. J'ai moi-même été surprise lorsque je les ai vus pour la première fois.

Je crois que l'exercice serait difficile, mais que le comité SEBS pourrait le faire.

Le président : Merci, chers collègues. Je vois qu'il n'y a pas d'autre intervenant. Je vais faire un commentaire.

Je dois tout d'abord dire que je suis d'accord avec le sénateur Plett. Nous ne pouvons pas dire que nous voulons des séances hybrides parce que nous ne voulons pas nous déplacer et en même temps dire que nous voulons voyager aux fins des études des comités. Ce n'est tout simplement pas acceptable.

The only thing I would add, Senator Plett, is that travel is taking place after the hybrid motion ends. From my perspective, it's very hard to see the continuation of hybrid if we want to travel at the same time. That's a discussion for another day.

Honourable senators, I see a lot of comments, especially on the two large budgets, the two large items. I suggest that we approve the smaller items and move on.

However, on the two larger items, may I suggest that we ask the committees to really look again at what they have submitted to see if there are any opportunities whatsoever to reduce some of the costs, get back to us next week and we will expedite it on a priority basis.

Would you be satisfied with that approach, colleagues?

Senator Plett: Chair, first of all, thank you for your comment. I trust that somebody will let the government leader know that he could be the one that would be kiboshing trips if he does anything like I expect that he might do. But anyway, be that as it may; that, of course, is one man's opinion.

The other issue is, chair, that I really would like for CIBA to make a decision here on how we determine if we don't allow — I certainly appreciate what Senator Marshall said about a press conference; that's not even precedent setting. It has been the case in the past that the chair and the deputy chair attends — or in this case, a different senator, an Indigenous senator, whatever the case may be. It is certainly not precedent setting that we would ask that. I don't think we need a full committee at any news or press conference.

Whether it's a fact-finding mission or a convention that we're attending, I think we need to establish some parameters on how we decide who is important to go on a trip. To just toss a coin or simply say that it will be these two groups this time and these two groups the next time is equally unfair. Again, as I said, I'm a member of the Agriculture Committee. I've been part of the Agricultural Committee since I got to the Senate 12 and a half years ago because that's one of my big interests. If I was not in the position that I was in as the leader, I would probably be our most active member on the Agriculture Committee.

I would be very upset if the Agriculture Committee was going on a trip and I was left off of that trip when I represent a large agricultural community; I would be excluded from going on a trip because it wasn't my turn or it wasn't my party's turn to go. I struggle with that, chair.

La seule chose que j'ajouterais, sénateur Plett, c'est que les déplacements auront lieu une fois que la motion sur les réunions hybrides prendra fin. À mon avis, il est très difficile d'entrevoir le maintien du mode hybride si nous voulons aussi pouvoir voyager. Nous pourrions en discuter une autre fois.

Honorables sénateurs, je vois que les commentaires sur les deux grands budgets sont nombreux. Je propose que nous approuvions les plus petits budgets et que nous passions à autre chose.

Toutefois, pour les deux grands budgets, je propose que nous demandions aux comités de revoir ce qu'ils ont présenté et de tenter de réduire certains coûts, pour nous revenir la semaine prochaine. Nous allons ensuite examiner les propositions de façon prioritaire.

Est-ce que cette approche vous convient, chers collègues?

Le sénateur Plett : Monsieur le président, premièrement, je vous remercie pour votre commentaire. Je sais que quelqu'un fera savoir au leader du gouvernement qu'il peut mettre un frein aux déplacements s'il fait ce que je m'attends qu'il fasse. Quoi qu'il en soit, c'est bien sûr l'opinion d'un seul homme.

Deuxièmement, monsieur le président, j'aimerais beaucoup que le comité CIBA prenne une décision quant à la façon de déterminer si nous permettons... J'ai beaucoup aimé ce que la sénatrice Marshall a dit au sujet d'une conférence de presse; on ne crée même pas de précédent. Il est déjà arrivé, par le passé, que le président et le vice-président y participent... ou dans le cas présent, un autre sénateur, un sénateur autochtone, par exemple. On ne crée certainement pas de précédent en faisant une telle demande. Je ne crois pas que tous les membres d'un comité doivent participer à une conférence de presse.

Qu'il s'agisse d'une mission d'étude ou d'une convention à laquelle nous assistons, je crois que nous devons établir des paramètres sur la façon de déterminer qui doit prendre part à ces voyages. Il est injuste de tirer à pile ou face ou de dire que deux groupes donnés participeront à un événement et deux autres groupes participeront à un prochain événement. Comme je l'ai dit, je suis membre du Comité de l'agriculture. J'en fais partie depuis que j'ai fait mon entrée au Sénat il y a 12 ans et demi, parce que c'est un sujet qui m'intéresse beaucoup. Si je n'étais pas leader, je serais probablement le membre le plus actif du Comité de l'agriculture.

Je serais très contrarié si le Comité de l'agriculture faisait un voyage et que j'étais mis à l'écart alors que je représente une importante communauté agricole; on me priverait de prendre part à un voyage parce que ce ne serait pas mon tour ou celui de mon parti. J'ai du mal à accepter cela, monsieur le président.

I'm not going to vote against something that my colleague, who is the chair of this committee, is recommending. I have done enough in voicing my objection to it. But I think this committee needs to establish some clear parameters around what is fair.

Proportionality is not a fair way to determine trips of certain types. Proportionality is not the way to go on that. Even though with proportionality we would still be the second-largest group, I still do not believe that is the fair or correct way to do it.

Chair, I'm not sure what I'm suggesting here, other than I think that CIBA needs to make a decision so it's easier for our subcommittee. Our subcommittee is clearly working around the information and the instructions that they have, save some money.

I'll leave it at that. I'm starting to repeat myself, chair. However, I would like something further done about it.

The Chair: Yes. I'll take that under advisement, Senator Plett, and come up with some criteria that perhaps we can deploy in the future.

I think we have one last speaker.

Senator Marshall: I would just like to finish on this note: When we are talking about studies and public hearings for committee travel, I would not support denying members of a committee from travelling. I think that if you're a member of a committee and you're travelling for a special study, or you're having public hearings, you have a right to attend.

I know we travelled on the National Finance Committee for some budget changes. If I had been told that I could not go on those public hearings, I would be very unhappy. We have to keep that in mind when we are looking at the cost; all senators should be allowed to go if they so wish.

When you start picking and choosing senators, that's not an equitable way to run a committee.

The Chair: Colleagues, are we comfortable with approving the report with the exception of the two large dollar amounts? We will send that back to the committee chairs and say if there's any way possible for that number to be reduced by whatever mechanism the committee deems appropriate.

I don't think it's fair to us to sit down and decide how best to reduce it; we should leave it up to the committees. We will review it on an expedited basis when it comes back.

Je ne vais pas voter contre une proposition de mon collègue, qui est président du comité. J'ai fait part de mon opposition à cette idée et c'est suffisant. Mais je crois que le comité doit établir des paramètres clairs en matière d'équité.

La proportionnalité ne représente pas une manière juste de déterminer la participation à certains types de voyages. Ce n'est pas la bonne façon de faire. Même si la proportionnalité visait le deuxième plus grand groupe, je ne crois toujours pas qu'il s'agirait de la méthode à préconiser.

Monsieur le président, je ne suis pas certain de ce que je propose ici, si ce n'est que le comité CIBA doit prendre une décision pour faciliter la tâche du sous-comité, qui travaille en fonction des renseignements et des instructions qu'on lui donne, pour économiser de l'argent.

Je vais en rester là. Je commence à me répéter, monsieur le président. Toutefois, j'aimerais qu'on prenne des mesures à cet égard.

Le président : Oui. Je vais prendre la question en délibéré, sénateur Plett, et vous revenir avec certains critères que nous pourrions utiliser à l'avenir.

Je crois qu'il nous reste un dernier intervenant.

La sénatrice Marshall : J'aimerais faire une dernière remarque. Lorsqu'il est question de voyages liés à des études et à des audiences publiques, je serais contre la proposition d'empêcher les membres d'un comité de se déplacer. À mon avis, tous les membres d'un comité se déplaçant pour mener une étude spéciale ou tenir des audiences publiques doivent avoir le droit de participer au voyage.

À titre d'exemple, le Comité des finances nationales, dont je fais partie, s'est déplacé dans le cadre d'une étude sur les changements à apporter au budget. Si l'on m'avait dit que je ne pouvais pas participer aux séances publiques, j'aurais été très mécontente. Nous devons prendre ce facteur en considération dans notre examen des coûts : tous les sénateurs doivent pouvoir se déplacer s'ils le souhaitent.

Il n'est pas équitable pour un comité de choisir les sénateurs qui peuvent se déplacer.

Le président : Chers collègues, voulons-nous approuver le rapport en excluant les deux sommes importantes? Nous pourrions ensuite demander aux présidences des comités s'il est possible de réduire les montants au moyen du mécanisme de leur choix.

Je ne crois pas que ce soit à nous de décider de la meilleure façon de réduire les montants; cette décision appartient aux comités. Nous examinerons leurs demandes le plus rapidement possible une fois que nous les aurons reçues.

Senator Campbell: I'll be voting against this. I think that this is just kicking it down the road. This has been studied. We have had our say in it and, quite frankly, we should bring it to a vote and move on.

The Chair: Colleagues, what's your preference? Any other thoughts?

Senator Tannas: I agree. We have delegated this work to the subcommittee. The National Security and Defence and Human Rights Committees' eye-popping amounts we know will not be the amounts. It is priced the way that it is to make sure that every member who wants to go can go. We know that typically has not been the case. It's the right way to budget it. We have been through that a number of times.

I am with Senator Campbell. I think we should show the committee the respect to vote on their report.

The Chair: Colleagues, are we prepared to vote on the report?

Senator Marshall: I would like to, yes.

Senator Forest: Yes.

The Chair: Should we take a vote? Does anybody wish to vote against? Are we all in unanimous agreement?

Senator Moncion: If we vote on the report and the report is voted down, all committees have to resubmit to the subcommittee. That's the first caveat here.

The second one is that nowhere did we ever speak of excluding senators from travel. What we are saying for National Defence and for Human Rights is that we would like them to look at what they presented for their budgets — even though we think the amounts will be coming in lower than what has been proposed — to see if, even before they resubmit, they can bring the numbers down. I am very uncomfortable voting for \$750,000 in travel to two committees the way that the report is presented. That is my objection here.

I will be voting against the report if we have to vote on the report, and we will be penalizing five or six other committees for having presented budgets that we can work with.

Senator Marshall: I agree with Senator Campbell; he was on the subcommittee when we did our detailed work. I also agree with Senator Tannas that we should just consider the report and see whether it's acceptable.

Le sénateur Campbell : Je voterai contre la proposition. D'après moi, on ne fait que repousser le problème. La question a été examinée, et nous avons exprimé notre opinion. Franchement, le temps est venu de procéder au vote et de passer à autre chose.

Le président : Chers collègues, que voulez-vous faire? Y a-t-il d'autres réflexions?

Le sénateur Tannas : Je suis du même avis. Nous avons délégué le travail au sous-comité. Nous savons que les montants exorbitants demandés par le Comité de la sécurité nationale et de la défense et par le Comité des droits de la personne ne seront pas les montants réels. Le budget est établi comme tel pour que tous les membres puissent se déplacer s'ils le souhaitent, mais nous savons que ce n'est généralement pas le cas. C'est la bonne façon de préparer le budget. Ce n'est pas la première fois que nous nous penchons sur la question.

Je suis d'accord avec le sénateur Campbell. Nous devrions mettre le rapport aux voix, par respect pour le comité.

Le président : Chers collègues, sommes-nous prêts à mettre le rapport aux voix?

La sénatrice Marshall : Oui, absolument.

Le sénateur Forest : Oui.

Le président : Faut-il procéder à un vote? Y a-t-il des voix contre? Y a-t-il accord unanime?

La sénatrice Moncion : Si le rapport est mis aux voix et rejeté, tous les comités devront soumettre une nouvelle demande au sous-comité. C'est ma première réserve.

La deuxième, c'est qu'il n'a jamais été question d'empêcher des sénateurs de se déplacer. Ce que nous disons, c'est que nous aimerions que les comités de la défense nationale et des droits de la personne réexaminent leurs budgets — même si nous pensons que les montants réels seront inférieurs aux montants proposés — pour voir s'ils peuvent les diminuer, avant même de les soumettre à nouveau. Je suis très réticente devant l'idée d'approuver, selon le rapport actuel, 750 000 \$ en frais de déplacement pour deux comités. C'est mon objection.

Si le rapport est mis aux voix, je voterai contre, et nous pénaliserons cinq ou six comités qui ont présenté des budgets acceptables.

La sénatrice Marshall : Je suis d'accord avec le sénateur Campbell; il faisait partie du sous-comité quand nous avons fait notre travail minutieux. Je suis aussi d'accord avec le sénateur Tannas : nous devrions examiner le rapport pour déterminer s'il est acceptable.

The Chair: I must admit I'm not of that view. I'm of the view that some of the amounts in the report are excessive; they are very high. To spend \$800,000 on two trips strikes me as being excessive and I will be voting against it.

But let's proceed to a vote, if that's what we wish to do.

Senator Plett: I have spoken against part of the report, and that objection stays there. However, I believe that we mandate people to do a job for us. We have a subcommittee that did a job for us. Simply by virtue of the fact that I don't agree with part of their report, it would be very irresponsible of me to say I'm going to vote against the report because there's one part of the report I don't agree with. And I don't agree with that part of the report. Quite frankly, I take some exception that we would say, "Let's exclude two parts of it, because they are a large part, but let's forget about the problem Senator Plett has because it's only a small part."

I will be voting in favour of this report, and I think we are doing a huge disservice to this committee and to this subcommittee by saying that we are going to vote against this report. Senators who are saying they are going to vote against this report have been on this committee, and they have done the hard lifting. When we say that we are not excluding some senators from travel, I'm sorry, but with the Agriculture Committee, we are excluding some senators from travelling, pure and simple. That decision has been made by the subcommittee, but I'm prepared to accept that.

I said I wasn't happy with it, but we can kick this down the road forever, colleagues. I've been here 12 and a half years. We have never yet had a committee where 100% of the committee travels. The stats that we have been given here today are very close to being exactly what happens, where 40% or 50% of the people travel. But the budget has been set in case all of them travel.

That is always the way things have been done. Again, this isn't precedent-setting. We haven't had committees travel for a few years. Somewhere along the line, if we didn't have a government that had blown all our money, then there should be something in reserve because we haven't been travelling.

Colleagues, it is wrong for us to thumb our noses at the subcommittee and say, "We don't like part of your report so I'm going to vote against the whole report. Go back to the drawing board."

As much as I have voiced my objections, I support us voting on it today, and I will most certainly be voting in favour of it.

Senator Dawson: It surprises me to agree with Senator Plett. It hasn't happened very often over the last few years and

Le président : Je dois avouer que je ne suis pas du même avis. Quant à moi, certains montants contenus dans le rapport sont excessifs; ils sont très élevés. Je ne trouve pas raisonnable de dépenser 800 000 \$ pour deux voyages. Je voterai contre.

Si la volonté du comité est de mettre le rapport aux voix, procédons au vote.

Le sénateur Plett : Je me suis prononcé contre une partie du rapport et je maintiens mon objection. Toutefois, nous avons confié une tâche à un groupe. Un sous-comité a fait un travail pour nous. Ce serait très irresponsable de ma part de déclarer que j'avais l'intention de voter contre le rapport du sous-comité juste parce que je m'oppose à une partie de son contenu. Et c'est vrai que je m'oppose à une partie du rapport. Franchement, je suis indigné qu'il ait été proposé d'exclure deux montants parce qu'ils sont importants, mais d'oublier le problème soulevé par le sénateur Plett parce qu'il n'est pas important.

Je voterai pour le rapport, et à mon avis, nous rendons un bien mauvais service au comité et au sous-comité en disant que nous allons voter contre. Des sénateurs qui manifestent leur intention de voter contre ont siégé au comité; ils ont fait le gros du travail. On dit ne pas empêcher de sénateurs de se déplacer; je suis désolé, mais c'est exactement ce qu'on a fait dans le cas du Comité de l'agriculture. La décision a été prise par le sous-comité, mais je suis prêt à l'accepter.

J'ai dit que je n'étais pas satisfait, mais nous pouvons repousser la question éternellement, chers collègues. Je suis ici depuis 12 ans et demi. Jamais tous les membres d'un comité n'ont participé à un voyage. Les données que nous avons reçues aujourd'hui reflètent presque exactement la réalité : 40 ou 50 % des membres se déplacent. Toutefois, le budget est établi comme si tous les membres se déplaçaient.

On a toujours procédé de cette façon. Je le répète, nous ne créons pas un précédent. Les comités n'ont pas voyagé pendant quelques années. Si le gouvernement n'avait pas tout dépensé, il y aurait des réserves pour les déplacements des comités.

Chers collègues, nous aurions tort de faire un pied de nez au sous-comité et de lui dire : « Comme nous n'approuvons pas une partie de votre rapport, nous allons voter contre. Recommencez. »

Malgré mes objections, je suis d'avis que nous devrions mettre le rapport aux voix aujourd'hui, et je voterai certainement pour.

Le sénateur Dawson : C'est surprenant, mais je suis d'accord avec le sénateur Plett. Ce n'est pas arrivé souvent au cours des

certainly not in the last few days, but I agree with most of what he said except what he said about the government.

But I also agree with him that, in 17 years, it's always been about 40%. It's not an average; it's a fact. It has always been that. Sometimes, we will have exceptional travel and some committees will spend a little more than that, but I'm certainly satisfied to vote for it. I was on that subcommittee. It's a lot of work, so I want to congratulate those that did the job, because it's a lot easier to criticize it than to do it.

[Translation]

Senator Forest: I was a member of that committee and I can tell you that it is not an easy job. People have done a thorough analysis. Two committees have quite large budgets. I intend to vote in favour of the report, but it shows that certain guidelines must be set. A trip that is part of an order of reference to a committee for the analysis of a bill is different from a trip or a mission to acquire knowledge on a given subject. We should think about establishing some guidelines that would avoid the kind of discussion we are having this morning. However, I intend to vote in favour of the report.

[English]

The Chair: Colleagues, why don't we say, from a vote perspective —

Senator Smith: Chair, I won't take much time.

Going back in history, one of the thrills I had when I joined as a senator was to get on Internal Economy Committee quickly and do a similar job to Senator Marshall. We never said who could go and who couldn't, but after creating the budget, we did a thorough analysis and had a discussion with the chair and the deputy chair to make sure they went and spoke with senators and tried to understand the motivation of the senators before any decision was taken. Everyone understood where the committee was going and the rules.

It's important the chair and the deputy chair would, in this particular case, because of the importance of the subject, speak to their colleagues to really determine that. Just so you understand, 48% was the number that we worked with for about two or three years when I was on that committee, and 48% of the monies budgeted were spent. It was 48%, just so that we're clear. I don't know how that has been recently, but it gives you a clear indication of exactly what was spent.

Senator Plett: Call the question.

dernières années, et certainement pas ces derniers jours, mais j'approuve la majorité de ce qu'il a dit, à l'exception de sa remarque sur le gouvernement.

Comme lui, je crois qu'en 17 ans, la proportion a toujours été d'environ 40 %. Ce n'est pas une moyenne, c'est un fait. C'est toujours comme cela. Exceptionnellement, il arrive que des comités dépensent un peu plus, mais je suis certainement prêt à voter pour. Je faisais partie du sous-comité. C'est beaucoup de travail, et je tiens à féliciter tous ceux et celles qui y ont participé. C'est beaucoup plus facile de critiquer le travail que de le faire.

[Français]

Le sénateur Forest : J'ai été membre de ce comité et je puis vous dire que c'est un travail qui n'est pas facile. Les gens ont fait une analyse poussée. Deux comités disposent de budgets assez importants. Je compte voter pour le rapport, mais cela démontre qu'il faut fixer certaines balises. Un voyage qui s'inscrit dans le cadre d'un ordre de renvoi à un comité pour l'analyse d'un projet de loi est différent d'un voyage ou d'une mission visant à acquérir des connaissances sur un sujet donné. On devrait réfléchir à la possibilité d'établir certaines balises qui nous éviteraient le genre de discussion que nous avons ce matin. Je compte toutefois voter pour le rapport.

[Traduction]

Le président : Chers collègues, pour le vote, pourquoi ne pas...

Le sénateur Smith : Je serai bref, monsieur le président.

À l'époque où je suis devenu sénateur, j'ai eu le bonheur de me joindre rapidement au Comité de la régie interne et de faire un travail semblable à celui de la sénatrice Marshall. Nous ne décidions jamais qui pouvait se déplacer et qui ne le pouvait pas, mais après avoir établi le budget, nous procédions à une analyse approfondie et nous discutons avec la présidence et la vice-présidence. Nous leur demandions de parler aux sénateurs et d'essayer de comprendre leur motivation avant de prendre des décisions. Tout le monde était au fait de la destination du comité et des règles.

Dans le cas qui nous occupe, étant donné l'importance du dossier, il faut absolument que la présidence et la vice-présidence s'entretiennent avec leurs collègues pour régler ces détails. À titre d'information, pendant les deux ou trois ans où j'ai siégé au comité, le pourcentage que nous utilisions était 48 %. Les dépenses réelles équivalaient à 48 % des montants prévus. Je le répète pour que ce soit bien clair : c'était 48 %. Je ne sais pas quelle est la situation dernièrement, mais cela vous dit exactement à combien s'élevaient les dépenses.

Le sénateur Plett : Mettez le rapport aux voix.

The Chair: It is moved by the Honourable Senator Marshall:

That the fifth Report of the Subcommittee on Senate Estimates and Committee Budgets be adopted.

Is it your pleasure, honourable senators, to adopt the motion?

Some Hon. Senators: Agreed.

The Chair: I will say “on division,” but we will go with the majority view. Thank you, colleagues.

We will go back to item 2, which concerns funding for the forty-ninth session of *L'Assemblée parlementaire de la Francophonie*, and I believe Mr. Francis Drouin, MP; Jeremy LeBlanc, Clerk Assistant and Director General, International and Interparliamentary Affairs; and Marie-Ève Belzile, Principal Clerk, Parliamentary Exchanges and Protocol, International and Interparliamentary Affairs, will join us as witnesses by video conference.

As usual, the presentation will be followed by time for questions. Mr. Drouin, welcome. You may begin your presentation.

[Translation]

Francis Drouin, Member of Parliament, Glengarry—Prescott—Russell: I want to begin by thanking you for hearing from us again concerning our budget request, so that the Canadian Branch can present the 49th Annual Session of the *Assemblée parlementaire de la Francophonie* in Montreal, in 2024. My appearance before you on October 8, 2020, was to make the same request, but for the 47th Annual Session in 2022.

The health situation that has afflicted us all has also affected our desire to host this event, which should have been held next month. In fact, the Canadian Branch Executive Committee decided on January 19, given the risk, to postpone the meeting to 2024. So I am back before you to present an update on our budget for the same event, held in the same city, but this time in 2024.

It should be noted that the cost increase for 2024 is largely related the logistics and increased costs for audiovisual services and transportation. A series of mergers and acquisitions in the Canadian audiovisual industry took place during the pandemic. In addition to inflationary pressures, the pandemic has increased the cost of these services.

We have also included the meetings of the Association des secrétaires généraux des parlements francophones, ASGPF, in our planning, as well as the Parlement francophone des jeunes. These entities also sit in parallel to the annual session. I can

Le président : L'honorable sénatrice Marshall propose :

Que le cinquième rapport du Sous-comité du budget des dépenses du Sénat et des budgets de comités soit adopté.

Honorables sénateurs, vous plaît-il d'adopter la motion?

Des voix : Oui.

Le président : Je vais dire « avec dissidence », mais la majorité l'emporte. Je vous remercie, chers collègues.

Nous allons revenir au deuxième point à l'ordre du jour. Il concerne le financement de la 49^e session de l'Association parlementaire de la Francophonie. Si j'ai bien compris, nous accueillons virtuellement M. Francis Drouin, député; M. Jeremy LeBlanc, greffier adjoint et directeur général, Affaires internationales et interparlementaires; et Mme Marie-Ève Belzile, greffière principale, Échanges parlementaires et protocole, Affaires internationales et interparlementaires, à titre de témoins.

Comme d'habitude, l'exposé sera suivi d'une période de questions. Je vous souhaite la bienvenue, monsieur Drouin. La parole est à vous.

[Français]

Francis Drouin, député, Glengarry—Prescott—Russell : Tout d'abord, je vous remercie de bien vouloir nous entendre de nouveau au sujet de notre demande budgétaire afin que la section canadienne puisse présenter la 49^e session annuelle de l'Assemblée parlementaire de la Francophonie à Montréal, en 2024. Ma comparution devant vous le 8 octobre 2020 avait pour but de faire la même demande, mais pour la 47^e session annuelle, en 2022.

La situation sanitaire qui nous a toutes et tous affligés a aussi eu raison de notre volonté d'accueillir cet événement, qui aurait dû se tenir le mois prochain. En effet, le comité exécutif de la section canadienne a décidé, le 19 janvier dernier, compte tenu des risques, de repousser cette réunion à 2024. Je suis donc de retour devant vous afin de présenter une mise à jour de notre budget pour le même événement, tenu dans la même ville, mais cette fois en 2024.

Il faut noter que l'augmentation des coûts pour 2024 est liée en grande partie à la logistique et à la hausse des coûts en matière de services audiovisuels et de transport. Une série de fusions et d'acquisitions dans l'industrie audiovisuelle canadienne a eu lieu au cours de la pandémie. En plus des pressions inflationnistes, la pandémie a fait grimper le coût de ces services.

Nous avons aussi inclus les réunions de l'Association des secrétaires généraux des parlements francophones (ASGPF) dans notre planification ainsi que le Parlement francophone des jeunes. Ces entités siègent aussi parallèlement à la session

assure you that, as with the previous request, we are working to ensure that we manage the public funds for this event as efficiently as possible.

Thank you very much. We are ready to answer your questions.

[English]

The Chair: Colleagues, are there any questions for Mr. Drouin, Jeremy or Marie-Ève? I see no questions. Thank you, Mr. Drouin, for the presentation.

Can I have a mover for the following motion:

That approval be granted to host the 49th Annual Session of the APF in Montreal, in July 2024;

That funding be approved as follows, excluding EBP:

\$19,448 for 2022-2023

\$214,357 for 2023-2024

\$1,460,165 for 2024-2025

That the temporary funding for the fiscal year 2022-2023 be absorbed from the anticipated budget surpluses of Associations; and

That the total cost be shared using the usual formula (30% Senate, 70% House of Commons) between the Senate (\$508,191) and the House of Commons (\$1,185,779).

Senator Forest moves the motion. Is it your pleasure, honourable senators, to adopt the motion?

If any senator wishes to oppose or abstain, please raise your hand. Seeing no objections, I declare the motion carried. Thank you all.

Colleagues, moving to item 4, this concerns the proposed amendments to the Information Management Policy, as well as the Senators' Office Management Policy, or SOMP.

David Vatcher, Director, Information Services Directorate, will join the meeting by video conference as a witness. Pierre Lanctôt, our CFO, will also assist with this item.

Mr. Vatcher, you may begin your presentation.

David Vatcher, Director, Information Services Directorate, Senate of Canada: Honourable senators, as stated in the briefing note, the Information Management Policy was approved by this committee in April 2021 and came fully into force on

annuelle. Je puis vous assurer qu'au même titre que la demande précédente, nous veillons à honorer la gestion des fonds publics pour cet événement de la façon la plus efficiente possible.

Merci beaucoup. Nous sommes prêts à répondre à vos questions.

[Traduction]

Le président : Chers collègues, avez-vous des questions pour M. Drouin, M. LeBlanc ou Mme Belzile? Je n'en vois pas. Je vous remercie pour votre exposé, monsieur Drouin.

Quelqu'un peut-il présenter la motion suivante:

Que la tenue de la 49^e Session annuelle de l'APF à Montréal, en juillet 2024, soit approuvée;

Que le financement, excluant le RASE, soit approuvé en suivant la répartition suivante :

19 448 \$ pour 2022-2023

214 357 \$ pour 2023-2024

1 460 165 \$ pour 2024-2025

Que le financement temporaire pour l'exercice 2022-2023 soit absorbé à même les excédents budgétaires anticipés des Associations;

Que le coût total soit réparti selon la formule habituelle (le Sénat 30 % et la Chambre des communes 70 %) entre le Sénat (508 191 \$) et la Chambre des communes (1 185 779 \$).

La motion est proposée par le sénateur Forest. Honorables sénateurs, vous plaît-il d'adopter la motion?

Si vous désirez vous opposer à la motion ou vous abstenir, veuillez lever la main. Comme je ne vois aucune objection, je déclare la motion adoptée. Merci à toutes et à tous.

Chers collègues, nous passons au quatrième point à l'ordre du jour. Il concerne la modification proposée de la Politique sur la gestion de l'information et de la Politique sur la gestion de bureau des sénateurs, la PGBS.

Nous accueillons virtuellement M. David Vatcher, directeur, Direction des services d'information, à titre de témoin. M. Pierre Lanctôt, dirigeant principal des finances, pourra aussi fournir de l'information à ce sujet.

Monsieur Vatcher, la parole est à vous.

David Vatcher, directeur, Direction des services d'information, Sénat du Canada : Honorables sénateurs, comme on peut le lire dans la note d'information, votre comité a approuvé la Politique sur la gestion de l'information

April 1 of this year, following significant training and awareness activities across the Senate. As a result of these activities, a point was raised regarding the retention period for senators' financial records and supporting documents. The proposed amendment you have before you today addresses this feedback in detail.

In a nutshell, it will amend the policy to allow senators to retain information related to their financial records and transactions for as long as they wish rather than deleting it once it has been processed by the Finance and Procurement Directorate.

As a point of reference, the retention period for all financial information by the Senate Administration will be maintained for seven fiscal years. Given that the policy was approved by this committee, I am returning to you today to seek your approval on this specific amendment. Thank you. I'd be happy to take any questions.

The Chair: Are there any questions for Mr. Vatcher, colleagues? Seeing no questions, can I have a mover for the following motion:

That the Senate *Information Management Policy* be amended —

Could I dispense with this? The motion is in the reading material that was sent to you. If you'd like me to read it, I gladly will.

Senator Moncion: Dispense.

The Chair: Can I have a mover for the motion? Senator Campbell moves the motion.

Colleagues, any objections? Seeing no objections, I declare the motion carried.

Moving on to item 6, it is my honour to table a summarized version of the fourth report of the Subcommittee on Agenda and Procedure concerning the governance of Senate Administration. This report is placed before you for your information.

As a background as to why this item is here, one of the questions raised by Senator Tannas was about how the full extent of the motion that we approved was done in camera and hence is not available in the public domain. By putting it in the summary report, this will now be tabled in the public portion of this meeting and, hence, will be accessible to anybody who wishes to see the full extent of the motion that was approved. This provides more clarity and transparency to the full motion that was approved by this committee and hence is provided for information.

en avril 2021, et elle est entrée en vigueur le 1^{er} avril dernier, après la tenue d'une vaste gamme d'activités de formation et de sensibilisation à l'échelle du Sénat. Ces activités ont donné lieu à une question concernant la période de conservation des documents financiers et autres pièces justificatives des sénateurs. La modification proposée qui vous est présentée aujourd'hui répond à tous les détails liés à cette question.

En deux mots, la politique sera modifiée pour permettre aux sénateurs de conserver les renseignements relatifs à leurs documents financiers et opérations financières aussi longtemps qu'ils le souhaitent, au lieu d'être tenus de les supprimer dès qu'ils ont été traités par la Direction des finances et de l'approvisionnement.

À titre de référence, la période de conservation de l'Administration du Sénat pour tous les renseignements financiers demeurera sept exercices. Comme la politique a été approuvée par votre comité, je suis de retour aujourd'hui pour vous demander d'approuver la modification proposée. Je vous remercie. Je répondrai à vos questions avec plaisir.

Le président : Chers collègues, avez-vous des questions pour M. Vatcher? Je n'en vois pas. Quelqu'un peut-il proposer la motion suivante :

Que la Politique sur la gestion de l'information du Sénat soit modifiée [...]

Me dispensez-vous de lire la suite? La motion se trouve dans la documentation que vous avez reçue. Si vous voulez que je la lise, je le ferai avec plaisir.

La sénatrice Moncion : Nous vous dispensons de la lire.

Le président : Quelqu'un peut-il proposer la motion? La motion est proposée par le sénateur Campbell.

Chers collègues, y a-t-il des objections? N'en voyant aucune, je déclare la motion adoptée.

Nous passons maintenant au sixième point à l'ordre du jour. J'ai l'honneur de déposer le résumé du quatrième rapport du Sous-comité du programme et de la procédure sur la gouvernance de l'Administration du Sénat. Ce rapport vous est présenté à titre d'information.

Pour contextualiser, le sénateur Tannas a soulevé, entre autres, que la version intégrale de la motion avait été approuvée à huis clos et qu'elle n'était donc pas publique. Par conséquent, la version intégrale de la motion a été intégrée au résumé du rapport et le résumé a été déposé durant la partie publique de la réunion afin que toute personne souhaitant prendre connaissance de la motion puisse y accéder. Ainsi, il y a maintenant plus de clarté et de transparence par rapport à la version intégrale de la motion approuvée par le comité, qui est fournie à titre d'information.

Are there any questions or comments, colleagues? If not, is there any other public business? My apologies; I missed item 5. It's a request for proposals for iPads and peripherals. David. will assist with this as well.

Mr. Vatcher: The proposal before you is to launch a competitive process to establish a standing offer for the purchase of iPads. The Senate continues to purchase iPads primarily for use by senators.

In the past, as you can see, we have issued small independent RFPs. We anticipate, by establishing a standing offer, to achieve some cost savings and faster access to units when required. We have estimated future purchases based on anticipated iPad life cycling. No new budget is being requested for this. I'm happy to take any questions, senators.

The Chair: Thank you, David.

Are there any questions for David, colleagues? I see no questions in the room. I was going to say if there are any questions on dollar amounts, to please ask about that in camera, but there are no questions. We will vote on this in the in camera portion, because then, we can mention the dollar amounts involved.

Colleagues, moving on to item 6, which is other matters. Is there anything else senators wish to raise before we go in camera?

Senator Plett: Chair, I have one issue that I wish to raise.

The Chair: Go ahead, Senator Plett.

Senator Plett: I'm going to raise the issue, but I don't know that we're going to get any resolve today, nor do I know that I'm asking for it here. However, it's an issue that's quite concerning to me, and it deals with the Information Services Directorate doing things with our emails.

The reason this came to my attention is that, as everyone knows, we are having quite an active leadership race in the Conservative Party of Canada, and, obviously, there are a lot of emails floating around from candidates to different members. I realized that I was getting no emails from any of the candidates. Now, that might have been a pleasant change for some, but for those of us who are a little more involved and want to be a little more involved, it became a little alarming. The strange thing is that my wife was complaining to me every day of the week, saying, "Why do I get all these emails from these candidates?" In the meantime, I wasn't getting any.

Chers collègues, avez-vous des questions ou des commentaires? Sinon, y a-t-il d'autres affaires à traiter en séance publique? Je suis désolé, j'ai sauté le cinquième point à l'ordre du jour. Il concerne une demande de propositions pour des iPad et des périphériques. Encore une fois, M. Vatcher nous fournira de l'information à ce sujet.

M. Vatcher : L'objectif de la proposition qui vous est présentée est de lancer un processus concurrentiel pour établir une offre à commandes visant l'achat d'iPad. Le Sénat continue d'acheter des iPad principalement pour les sénateurs.

Dans le passé, comme vous pouvez le voir, nous avons effectué de petites commandes auprès de différents fournisseurs. En établissant une offre à commandes, nous nous attendons à réaliser des économies et à accélérer l'accès aux appareils lorsque nous en avons besoin. Nos projections concernant les achats sont fondées sur le cycle de vie prévu des iPad. Aucun nouveau financement n'est demandé. Je répondrai à vos questions avec plaisir, honorables sénateurs.

Le président : Je vous remercie, monsieur Vatcher.

Chers collègues, avez-vous des questions pour M. Vatcher? Je n'en vois pas. J'allais vous demander, le cas échéant, de poser vos questions sur les montants durant la partie à huis clos, mais il n'y a pas de questions. Nous mettrons la demande aux voix à huis clos puisque nous pourrions alors parler des montants.

Chers collègues, nous passons au sixième point à l'ordre du jour : les autres affaires. Les sénateurs ont-ils d'autres questions à soulever avant que nous poursuivions à huis clos?

Le sénateur Plett : Monsieur le président, j'aimerais soulever une question.

Le président : La parole est à vous, sénateur Plett.

Le sénateur Plett : Je vais soulever la question, mais je ne sais pas si elle pourra être réglée ici aujourd'hui; je ne sais même pas si c'est ce que je recherche. C'est une question qui me préoccupe grandement; elle se rapporte à la Direction des services d'information et à la gestion de nos courriels.

La situation a été portée à mon attention parce que, comme tous le savent, une course à la direction dynamique est en cours au Parti conservateur du Canada. Bien entendu, les candidats envoient beaucoup de courriels aux différents membres du parti, mais j'ai remarqué que je ne recevais de courriels d'aucun candidat. Certains y verraient un heureux changement, mais pour moi qui fais partie des gens impliqués et souhaitant s'impliquer davantage, c'est devenu une source de préoccupation. Chose étrange, ma femme se plaignait chaque jour de recevoir trop de courriels de la part des candidats; de mon côté, je n'en recevais pas du tout.

I had my administrative people look into this, and I found out that somebody — and I don't want to point fingers, because I'm pretty illiterate when it comes to that stuff — was flagging what they thought might be frivolous emails from coming to my account. In that investigation, we found out that they had also decided that two media services in Canada were probably things that Senator Don Plett wouldn't want to read, when in fact it was the exact opposite. Those are the exact kinds of media reports that Senator Don Plett wanted to be reading.

It is concerning to me, chair, when we have people making decisions for us as to what they believe we should have. Over the years, those of us who had kids we were trying to control had devices on our televisions. We could control that they couldn't watch certain channels. I don't think I need to be told what channels I can watch anymore. Chair, I have a real problem if this is being done on a regular basis. We are in a free and democratic society, and I do not need thought police deciding what I can and can't read.

In any event, since my office staff has got this corrected, I'm now, of course, inundated with emails that I wished I wasn't getting, but nevertheless, that was my choice. I'm raising this. I'm not sure there's anything that can be done here today other than I want somebody to contact me and let me know that this will never happen again to my email account.

The Chair: Mr. Vatcher, would you care to comment?

Mr. Vatcher: Of course. Thank you for your comments, senator. First, I want to say that ISD only diverts emails when we detect an emailing campaign, and we never erase anybody's email. Quite the contrary; we go above and beyond to make sure all Canadians can reach out to our senators, and that is part of our mission.

I'm greatly upset to hear that you have experienced something different, and I will personally look into it and get back to you, senator. Thank you for your comment.

Senator Plett: I appreciate that, David. Thank you very much.

Senator Campbell: I have a question, David. At what level does ISD step in when we get a deluge of emails? What is the level where you step in?

Mr. Vatcher: Thank you for your question, Senator Campbell. That is a very pertinent question. Unless Mr. Chair objects, I would prefer to answer that in camera. The reason for that, senator, is that these kind folks who like to deluge us with emails —

J'ai demandé à mon équipe administrative de vérifier ce qui se passait. J'ai appris que quelqu'un — je ne pointe personne du doigt et j'admets que mes connaissances dans ce domaine sont limitées — marquait ces courriels comme frivoles et les bloquait. En même temps, nous avons découvert qu'on avait aussi décidé que le sénateur Don Plett ne voulait probablement pas lire les messages de deux médias canadiens, alors que c'est exactement le contraire : il s'agit précisément du genre de reportages que le sénateur Don Plett aimerait lire.

Monsieur le président, je trouve inquiétant que des gens décident pour nous quels messages nous devrions recevoir. Dans le passé, les parents comme moi installaient des appareils sur leurs téléviseurs pour essayer d'empêcher leurs enfants de regarder certaines chaînes. Je ne crois pas qu'on ait encore besoin de me dire quelles chaînes j'ai le droit de regarder. Monsieur le président, s'il s'agit d'une pratique courante, je m'y oppose fortement. Nous vivons dans une société libre et démocratique, et c'est à moi de décider ce que je peux lire.

Dans tous les cas, depuis que mon personnel a redressé la situation, je suis inondé de courriels que j'aimerais mieux ne pas recevoir, mais c'est mon choix. Je tenais à soulever la question. Je ne sais pas si des mesures peuvent être prises aujourd'hui à cet égard, mais je veux que quelqu'un communique avec moi pour me dire que l'accès à mon compte courriel ne sera plus jamais bloqué.

Le président : Monsieur Vatcher, voulez-vous répondre?

M. Vatcher : Certainement. Je vous remercie pour vos observations, sénateur Plett. D'abord, je tiens à dire que la DSI détourne seulement les messages lorsqu'elle détecte une campagne de courriels, et jamais nous ne supprimons de courriels. Au contraire, nous faisons tout notre possible pour faire en sorte que l'ensemble de la population canadienne puisse communiquer avec les sénateurs; cela fait partie de notre mission.

Je suis choqué d'apprendre que vous avez vécu une expérience différente. Je me pencherai sur la question et je communiquerai avec vous moi-même, sénateur Plett. Je vous remercie pour vos observations.

Le sénateur Plett : Merci beaucoup, monsieur Vatcher.

Le sénateur Campbell : J'ai une question, monsieur Vatcher. Quel seuil doit être franchi pour que la DSI intervienne quand nous sommes inondés de courriels? À quel seuil intervenez-vous?

M. Vatcher : Je vous remercie pour la question, sénateur Campbell. Elle est très pertinente. Si le président ne s'y oppose pas, je préférerais y répondre à huis clos parce que les gentilles personnes qui aiment nous inonder de courriels...

Senator Campbell: I understand.

Mr. Vatcher: — would love nothing better than to know.

Senator Campbell: That's fine. Thank you.

The Chair: Thank you, David. If you could follow up with Senator Plett later on, that would be great.

Colleagues, if there's no further public business, we will go in camera.

(The committee continued in camera.)

Le sénateur Campbell : Je comprends.

M. Vatcher : ... seraient très heureuses de le savoir.

Le sénateur Campbell : Certainement, je vous remercie.

Le président : Merci, monsieur Vatcher. Nous vous serons reconnaissants de donner suite à la question du sénateur Plett.

Chers collègues, s'il n'y a pas d'autres affaires à traiter en séance publique, nous allons poursuivre à huis clos.

(La séance se poursuit à huis clos.)
